

Coupes budgétaires : des acteurs culturels et associatifs angevins montent au créneau

11 DÉCEMBRE 2024

L'arrêt des subventions à plusieurs structures culturelles et sociales dès 2025 suscite de vives réactions dans le Maine-et-Loire. Plusieurs structures culturelles et sociales dénoncent une méthode brutale et des conséquences préoccupantes pour leurs activités et le jeune public.



De gauche à droite : Marcial Di Fonzo Bo, Jacques Peigné (CDN Le Quai), Aurélie Fournier (Planning familial), Julien Fagault (CGT - Mission Locale), Marion Colléter (Cndc - Sydeac). - © Angers.Villactu.fr

La décision de la présidente de la Région Pays de la Loire, Christelle Morançais, de mettre fin aux aides à plusieurs structures culturelles et sociales à partir de 2025 a provoqué de vives réactions dans le Maine-et-Loire.

Le Centre national dramatique (CDN), le Quai et le Centre national de danse contemporaine (Cndc), ainsi que des organismes sociaux comme le Planning familial et les missions locales, s'inquiètent des conséquences de ce désengagement.

Des budgets sous tension

« Nous avons appris officiellement l'arrêt du soutien de la Région une demi-heure avant la présentation de notre budget à notre conseil d'administration », explique Marion Colléter, directrice adjointe du Cndc et membre du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Sydeac). La suppression des subventions représente un manque de 123 500 € pour le fonctionnement et jusqu'à 10 000 € pour des projets. Avec un budget prévisionnel initialement évalué à 127 000 € de disponibilité artistique en 2025, la structure se retrouve en difficulté : « On va finalement être à -3 000 € », précise-t-elle.

La situation est similaire pour le CDN, qui devra faire face à une réduction de 200 000 €, soit 25 % de son budget. « Cette décision est présentée comme définitive, sans débat préalable avec les élus ou les partenaires habituels de la Région », regrette Marcial Di Fonzo Bo, directeur du Quai. Il s'interroge sur l'absence de concertation : « C'est de l'argent public, cela ne peut pas être un choix individuel. »

Des impacts sur les publics jeunes

Les structures concernées soulignent également l'impact potentiel sur les jeunes, un public souvent priorisé : « Nous avons vendu cette année 4 800 places à 8 € pour des lycéens et organisé 117 heures d'intervention en établissements scolaires », rappelle Jacques Peigné, directeur adjoint du CDN. « Nous continuerons à chercher ce public, même sans soutien de la Région. »

Du côté des organismes sociaux, le constat est similaire. Le Planning familial s'alarme des répercussions sur ses actions de prévention. « Le coût des interventions qui ne seront plus réalisées devra être assumé autrement », affirme Aurélie Fournier, bénévole.

Les missions locales, qui accompagnent les jeunes en difficulté, expriment également leurs préoccupations. Julien Fagault, représentant de la CGT, souligne : « Avant même de parler emploi, nous réalisons un accompagnement sur de nombreux domaines auprès des jeunes. Cette suppression risque de fragiliser un modèle de soutien essentiel et contraindre à aider ces jeunes une fois adulte »

« Que vaut la parole de la région ? »

Certaines structures avaient signé des conventions pluriannuelles avec la Région, prévoyant une stabilité de financement. Cette rupture inquiète les associations, qui mettent en avant leur besoin de prévisibilité pour fonctionner. « Au Planning familial, une convention de quatre ans sur la promotion de la santé, signée cette année, vient d'être annulée. À quelques mois d'écart, la Région se désengage, que vaut sa parole ? », s'interroge Aurélie Fournier.

Les différents organismes dénoncent aussi une approche qu'ils jugent uniquement économique. « D'autres régions ne procèdent pas à des réductions aussi drastiques », affirme Marion Colléter. « Nous aurions pu affronter cette période difficile ensemble, mais cette décision met en danger des lieux d'entraide et de création collective. La méthode n'est pas du tout démocratique et traduit une pensée idéologique ».

« Nous étions prêts à entendre qu'il faut faire des économies et que les subventions allaient diminuer. Mais dire que nous sommes shootés aux subventions et les retirer aussi brutalement, sans concertation ? C'est lunaire », ajoute Jacques Peigné.

Par Eline Vion.